

L'Atomic' Illustré

Le journal des actualités CGT

Numéro 18

FESTIVAL D'ÉNERGIES

MONDONVILLE 8 & 9 MAI 2026

L'avenir est à nous

LE 28 AVRIL 2026 VOUS ÉTIEZ 18,5% DE GRÉVISTES

Il y a ceux qui annoncent qui ne veulent pas entrer sur le terrain et ceux qui jouent la partie jusqu'au coup de sifflet final. Nous n'avons probablement pas gagné le match joué depuis septembre avec nos directions mais nous avons rappelé qu'il existe une équipe déterminée et collective. cette dernière séance de négociations on pu pousser la revalorisation de la grille de 1,5% à 1,8% le passage de l'échelon 12 à 40 ans au lieu de 41 ans, l'évolution salariale sur une carrière complète passe à 25%.

Nous restons convaincu qu'un soutien massif de l'ensemble des IEG aurait pu empêcher la destruction de la grille, sauver la valeur des NR contre un ensemble de 20 pas de 0,1% et surtout la création d'un outil de saupoudrage que nos employeurs saura utiliser à l'avenir sous la promesse des 2%.
Ne boudons cependant pas notre plaisir à voir par exemple : Le retour de l'échelon 1 à la hauteur du SMIC +2%,

- La grille est revalorisée de +1,8 %, sur 3 ans (3x0,6%),
- LE GF est maintenu et sécurisé à 4,6 %.
- Le passage des AIC à 4 ans au lieu de 6 ans
- L'application de la revalorisation de 9% de l'astreinte,

La direction évoque "l'attractivité" mais dans les faits, s'évertue à saborder le système et les acquis sociaux !

MERCI À TOUT CEUX QUI ONT CRU ET SOUTENU CES NÉGOCIATION,
MERCI AU 18,5% DE GRÉVISTES FIDÈLES

« QUAND ON PARLE DES BUS, LES INFOS CIRCULENT. »

Vous avez été nombreux à répondre à l'inititive de **la CGT** sur l'implantation d'un abri bus à proximité du CNPE, comme à l'occasion de l'interpellation de la mairie de Gravelines et la Communauté Urbaine de Dunkerque, **la direction** du site nous a interpellé pour partager les informations **dont elle dispose** sur **les projets** de transport et de mobilité.



Nous avons pu rappeler que nous ne sommes pas des agents et fournisseurs de l'EPR2 et que nos difficultés sont quotidiennes.
En scoop, **OUI,** Un **bus** de ville viendra jusqu'à l'entrée de **nos parkings**, en septembre ou au plus tard en janvier.
La direction **DOIT** de communiquer auprès de tous plus régulièrement les informations sur la mobilité et les aménagements à venir...

REVUE DE PRESSE,

La Tribune, après l'inflation, le grand coup de frein des augmentations (9 avril 2026)

L'Atomic' Illustré

Le journal des actualités CGT

Défiance organisée envers les syndicats : un vieux réflexe à l'approche des présidentielles

À mesure que l'horizon des prochaines élections présidentielles se rapproche, un climat familier refait surface dans le débat public : **la mise en cause du rôle des syndicats, et tout particulièrement de la CGT.** Discours médiatiques, prises de position politiques et éléments de langage gouvernementaux convergent pour **présenter le syndicalisme de lutte comme un obstacle**, voire un facteur d'"instabilité", dans un contexte pourtant marqué par une forte dégradation sociale.

Selon plusieurs enquêtes d'opinion récentes, la confiance envers la CGT se stabilise lorsque les conflits sociaux sont visibles et assumés, notamment autour des salaires, des retraites ou des services publics. Cette ambivalence nourrit un discours politique récurrent : **délégitimer les syndicats** tout en tentant d'en marginaliser l'expression, au moment précis où les revendications sociales montent.
Ce phénomène n'est pas nouveau. Les périodes pré-électorales sont historiquement propices à la disqualification des corps intermédiaires, accusés tour à tour de rigidité, de radicalité ou d'archaïsme. La CGT, par son implantation et par son choix assumé du rapport de force, cristallise régulièrement ces critiques.
Les mobilisations récentes sur les salaires et les conditions de travail ont largement été traitées sous l'angle de la gêne économique ou de la perturbation de l'activité, reléguant souvent au second plan les causes profondes des mouvements : gel des rémunérations, individualisation des augmentations, recul des droits collectifs.
Ce cadrage alimente une défiance diffuse, en donnant l'image d'un syndicalisme coupé des préoccupations quotidiennes, alors même que les enquêtes sur les NAO 2026 montrent une baisse historique des augmentations générales et un retour massif des logiques managériales au détriment de l'égalité salariale.

Cette défiance envers les syndicats n'est jamais neutre. Elle accompagne une stratégie plus large : affaiblir les outils collectifs capables d'imposer un rapport de force, au moment où les débats électoraux évitent soigneusement la question du partage des richesses, des profits ou de la démocratisation de l'entreprise.
La future transposition de la directive européenne sur la transparence salariale en 2026 illustre ce paradoxe : présentée comme un progrès, elle risque de rester largement formelle sans capacité collective de contrôle et de contestation. Là encore, ce sont les syndicats qui portent l'exigence de droits réels, et non de simples obligations déclaratives.

Face à cette défiance orchestrée, la CGT continue de défendre une conception claire du syndicalisme : un outil d'organisation collective, indépendant du pouvoir politique et du patronat, au service des salarié·es.
Cette posture dérange, même dans les rangs des autres syndicats, précisément parce qu'elle rappelle que les **avancées sociales**; salaires, retraites, sécurité sociale, droits collectifs; **n'ont jamais été issues du consensus électoral**, **mais de la lutte**.

À l'approche des présidentielles, la question n'est donc pas celle de la légitimité des syndicats, mais bien de leur capacité à empêcher que le débat social soit confisqué par des programmes qui esquivent les enjeux fondamentaux du monde du travail.

Dans un contexte de crise de la représentation politique, **la défiance envers les syndicats participe d'un affaiblissement plus large de la démocratie sociale.**
À l'inverse, chaque mobilisation, chaque grève, chaque victoire collective rappelle que l'action syndicale reste un levier concret de transformation sociale.

À l'heure où certains voudraient reléguer les syndicats à la marge du débat public, la CGT revendique pleinement son rôle : faire entendre la voix du travail, y compris quand elle dérange.

Agenda de la semaine

- 07 Mai : Bilatérale DPNT
- 07 Mai : Intersyndicale/Direction : GT MTE/Auto Info Indus/Relevé infirmiers
- 08 Mai : Festival des Energies



MOBILISÉS AVEC VOUS

Le service public est une énergie d'avenir

www.fnme-cgt.fr